Pesticides: la prescription du monde associatif

Quatre associations, dont des médecins, publient 83 propositions pour lutter contre les pesticides et protéger citoyens et agriculteurs.

Le groupe santé-pesticides de la Charente réunit des bénévoles et militants de Charente Nature, de l'UFC-Que Choisir, de Vigilance OGM Pesticides 16 et Alerte des médecins sur les pesticides.

Ismaël KARROUN
i.karroun@charrentelibre.fr

« Si nous considérons que ça ne sert à rien, nous ne serons pas là. » Ni défaitiste, ni naïf. Le groupe santé-pesticides de la Charente, qui réunit des bénévoles et militants de Charente Nature, de l'UFC-Que Choisir, de Vigilance OGM Pesticides 16 et Alerte des médecins sur les pesticides, vient de publier son deuxième livre charalet sur l'exposition aux pesticides. Quatre-vingt-trois mesures inspirées par vingt et un entretiens, tous réalisés dans le département auprès d'élus, représentants agricoles, agriculteurs, riverains, professionnels de santé. Quatre-vingt-trois propositions destinées à « ce que ce ne soit pas l'économie qui dicte la nature, mais l'inverse », illustre Michel Hortolan, président de Charente Nature. Qui assure : «Au cours de nos entretiens, nous avons relevé une réelle volonté que les choses changent. »

Dans un premier livre, publié fin 2018, les responsables associatifs avaient réalisé un constat implicite sur les effets des pesticides et pointé toutes les raisons de s’inquiéter, entre déni, désinformation et puissance des lobbies.

Dans ce second livret, ils préfèrent proposer. Faire des propositions pour les citoyens, les agriculteurs, la médecine, les collectivités, l'État. «Il n'est pas question pour nous d'accuser seulement les agriculteurs, mais de montrer les dérives d'un système», indique Michel Menant, de Vigilance OGM et Pesticides 16.

Une rubrique santé-environnement dans le carnet de santé ?

Ainsi, peu de viticulteurs dans le panel de personnes interrogées sur le système, alors même que la viticulture est, avec l'arboriculture, le secteur agricole le plus gourmand en phytos.


Certaines propositions vont bien plus loin, exigeant de rendre publique la formulation chimique de certains produits, de disquer les activités de conseil et de vente en matière de pesticides.

«Grâce à cette aventure, demain il y a un an, nous avons aussi découvert que beaucoup de choses existaient mais n'étaient pas assez connues faute de communication», estime Michel Hortolan. Et de prendre l'exemple du dispositif PhytoSignal de l'Agence régionale de santé. «Il faudrait communiquer au niveau des citoyens et des collectivités pour que ce soit efficace», illustre-t-il pendant que Jean-Louis Levesque, maire de Châteauneuf et médecin à la retraite, plaide entre autre pour une «rubrique santé-environnement dans tous les carnets de santé, afin d'élaborer un suivi.»

Tous ces sujets seront notamment abordés ce samedi après-midi lors de l'assemblée générale de Charente Nature à Châteauneuf, qui sera notamment marquée par une table ronde, à 16h30, intitulée «Santé-pesticides: que faire pour se protéger?».»